

## BRÈVES ÉCONOMIQUES

## DU PROCHE-ORIENT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION  
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉРАН, TEL-AVIV)

N° 26 – du 22 juin au 29 juin 2023

### ZOOM SUR : LE MARCHÉ DU TRAVAIL AU PROCHE-ORIENT

La région est marquée par des taux de chômage élevés, en particulier chez les jeunes et chez les femmes. Le taux de chômage moyen s'élève à 16% environ, mais il est bien plus élevé dans certains pays (Liban, Jordanie, Palestine). Ces moyennes masquent aussi des écarts significatifs selon le genre et l'âge. Cette persistance d'un chômage endémique est en partie due à un mauvais appariement et inadéquation de l'offre et de la demande de travail, en particulier en Jordanie, au Liban, en Irak et dans les Territoires Palestiniens, où la plupart des jeunes ont atteint un niveau d'études trop élevé pour les emplois créés et disponibles.

#### LE CHIFFRE À RETENIR

**60 %**

PART DES EMPLOIS  
DANS LE SECTEUR INFORMEL

La faible diversification économique et la place trop importante du secteur public affectent le marché de l'emploi et entretiennent son dysfonctionnement. L'Irak, exportateur de pétrole à l'échelle mondiale, rencontre des difficultés à diversifier sa base productive et industrielle, ce qui limite les opportunités de création d'emplois. L'Iran, premier exportateur de pétrole de la zone, dépend plus faiblement de ce secteur avec une économie relativement diversifiée. La création d'emplois en Jordanie est médiocre et le secteur public continue d'attirer une proportion importante des Jordaniens en offrant des salaires plus élevés et un niveau de confort supérieur. En Égypte, si la croissance économique est principalement tirée par les secteurs à forte intensité capitaliste (transports, hydrocarbures, construction...), la création d'emplois dans le secteur privé n'a augmenté que de 2 % en moyenne annuelle entre 2010 et 2019.

La difficulté d'accès au marché du travail et les faibles niveaux de rémunération dans l'ensemble de la zone du Proche-Orient encouragent de nombreux travailleurs à émigrer et alimentent la fuite des cerveaux. L'Égypte et la Jordanie ont connu une émigration massive vers les pays du Golfe. Les expatriés égyptiens y travailleraient principalement dans les hydrocarbures et le BTP, dans l'enseignement primaire et les services médicaux pour les plus qualifiés. En Jordanie, depuis les années 1970, de nombreux travailleurs sont partis dans les pays du Golfe où ils perçoivent des salaires supérieurs et pourvoient des emplois souvent plus qualifiés. Cette émigration pourrait cependant ralentir sous l'effet des politiques de nationalisation de la main d'œuvre dans les pays du Golfe. Au Liban, l'émigration habituelle d'une partie de la jeunesse libanaise, étudiante ou diplômée, s'accroît depuis le début de la crise.

Malgré les difficultés liées à l'accès à des données fiables, le Proche-Orient enregistre l'un des taux d'informalité les plus élevés au monde, avec près de 60% d'employés dans le secteur informel, principalement dans l'agriculture, le bâtiment, ainsi que le commerce de gros et de détail. De manière notable, la Syrie affiche un taux d'informalité supérieur à 90%. Le niveau de vulnérabilité sociale élevé pousse davantage de personnes à entrer sur le marché du travail, majoritairement de manière informelle. Le secteur informel libanais semble aussi s'être développé ces



dernières années, en particulier la contrebande avec la Syrie et le trafic de drogue (par nature très difficile à estimer). Le développement de la *cash economy* a notamment contribué à l'augmentation de l'informalité dans le pays. En Irak et en Égypte, la prédominance de l'économie informelle est frappante, avec respectivement 95% et 90% des entreprises qui ne seraient pas officiellement enregistrées. Enfin, en Égypte, le nombre de personnes travaillant dans l'informalité a augmenté de +23% entre 2018 et 2019, en particulier chez les hommes.

### Service Économique Régional de Beyrouth

Pays	Taux de chômage	Taux de chômage des femmes	Taux de chômage des hommes	Taux de chômage des jeunes (15-24 ans)	Emplois informels
Egypte	7,4%	16%	5,6%	18%	67%
Jordanie	25%	31,7%	20,6%	47,2%	59%
Liban	29,6%	32,7%	28,4%	58,0%	50%
Iran	8,2%	19,2%	7,9%	16%	45%
Irak	16,5%	28,2%	14,7%	35,8%	67%
Israël	4,2%	4,4%	4,3%	11,3%	1%
Territoires Palestiniens	24%	42,6%	22,2%	41,4%	43%
Syrie	10,6%	21,5%	7,1%	22,4%	92%
Moyenne zone PO	17,3%	27,4%	15,2%	34,1%	60,4%
Moyenne mondiale	5%	6,3%	6,2%	16,4%	60%

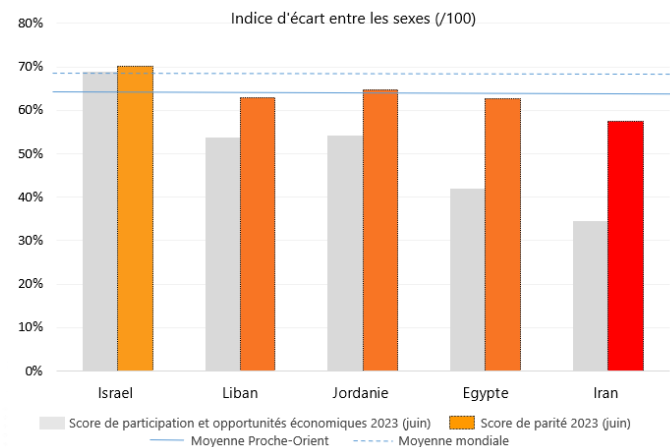
% de PME dans le secteur informel

## RÉGION

### 1. MISE À JOUR DU GENDER GAP INDEX DU WORLD ECONOMIC FORUM.

Le World Economic Forum a publié récemment son [indice](#) 2023 des écarts de genre, qui classe 146 pays en fonction de l'état de la parité entre les hommes et les femmes, en se basant sur plusieurs catégories : (i) participation et opportunités économiques, (ii) niveau d'éducation, (iii) santé et survie, et (iv) émancipation politique. Pour le premier semestre 2023, tous les pays du Proche-Orient ont enregistré une légère détérioration de leur score, faisant passer la moyenne de la région de 64,5% à 63,5% (un score inférieur à la moyenne mondiale de 68%). De manière notable, l'Iran obtient le résultat le plus faible, avec un score de 58%, en raison de ses mauvaises performances en matière d'émancipation politique et de participation économique des femmes. Le score de l'Égypte s'est aussi dégradé ; si le pays enregistre une augmentation de la part de femmes occupant des postes hautement qualifiés et affiche un taux d'autonomisation politique des femmes honorables avec 27,5 % des femmes parlementaires, il s'agit de l'un des pays les plus inégalitaires au monde.

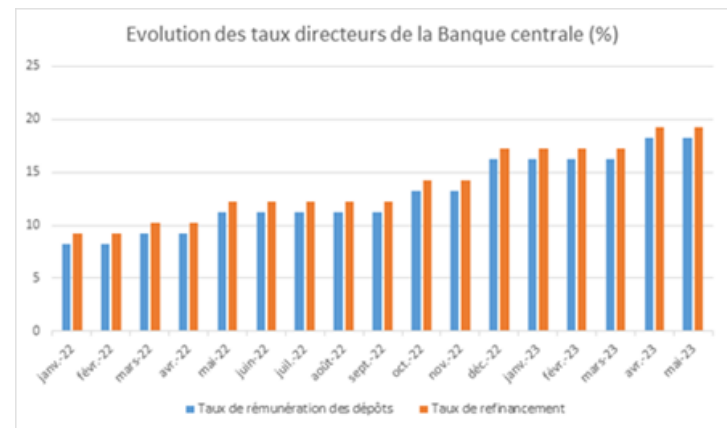
La moyenne du Proche-Orient pour la catégorie « participation et opportunités économiques » est de 50%, inférieure à la moyenne mondiale de 60% et loin derrière la moyenne européenne de 70%. Enfin, il convient de noter que ces résultats doivent être interprétés avec prudence, car ils reposent sur une moyenne simple de chaque catégorie. De plus, la Syrie, l'Irak et les Territoires Palestiniens ne sont pas inclus dans ce rapport en raison d'un manque de données.



## ÉGYPTE

### 1. NOUVEAU MAINTIEN DES TAUX DIRECTEURS.

Pour la troisième fois consécutive, la Banque Centrale d'Égypte (BCE) a décidé de maintenir le taux de rémunération des dépôts à 18,25 %, le taux de refinancement à 19,25 % et le taux marginal à 18,75 % alors que les pressions inflationnistes commencent à s'atténuer au niveau mondial. La BCE continue d'évaluer l'impact de la hausse des taux directeurs de 1000 points de base mise en œuvre depuis mars 2022 en Égypte (la dernière hausse de 200 points de base est intervenue le 30 mars 2023).



Source : Banque Centrale d'Égypte (BCE)

### 2. LE GOUVERNEMENT VERSE 239 M\$ DE SUBVENTIONS AUX EXPORTATIONS.

Le ministère du Commerce a annoncé un nouveau versement du programme de subventions à l'export, d'un montant de 7,4 Mds EGP (soit 239 M USD), correspondant à la première tranche de la sixième phase du programme anticipée à 10 Mds EGP. Pour rappel, ces aides s'inscrivent dans le cadre du programme national de subventions à l'exportation qui prévoit de quadrupler ces versements au cours du prochain exercice budgétaire et d'allouer 906 M USD (28 Mds EGP) dans son projet de budget. Cette allocation vise à aider le gouvernement à atteindre son objectif d'augmenter les exportations à 100 Mds d'USD par an d'ici le milieu de la décennie.

### 3. VISITE DU PREMIER MINISTRE INDIEN EN ÉGYPTE.

Le 25 juin, le Président égyptien Abdel Fattah el Sissi a reçu le Premier Ministre indien Narendra Modi au Caire. Les deux chefs d'État ont discuté du renforcement du commerce bilatéral avec un objectif de porter le volume d'échanges à 12 Mds



USD d'ici 5 ans. Les deux pays ont signé trois protocoles d'accord (agriculture, archéologie et antiquités, droit à la concurrence) et ont évoqué des investissements à venir dans des domaines tels que les énergies renouvelables, l'hydrogène vert, les technologies de l'information, la pharmacie et l'éducation. Ils ont également convenu d'une augmentation du nombre de vols directs entre le Caire et New Delhi afin de stimuler le tourisme entre les deux pays. Pour mémoire, le Président égyptien est attendu en Inde en septembre à l'occasion du sommet du G20.

#### 4. ORASCOM CONSTRUCTION DRYMIX VENDUE À SAINT GOBAIN POUR 23,2 M €.

Le groupe égyptien Orascom Construction a vendu la totalité de sa filiale cimentière United Paints and Chemicals (Drymix) au fabricant français de matériaux de construction Saint-Gobain pour 785 M EGP (23,2 M EUR). L'entreprise française est un acteur important de la construction en Égypte, grâce notamment la ligne de production de verre la plus importante de la région ANMO, située dans la zone économique du canal de Suez. Alors que Saint-Gobain s'apprête à construire deux nouveaux sites de production de verre plat en Égypte, elle possède déjà deux usines de matériaux de construction d'une valeur de plus de 164 M USD.

#### 5. EGIS ET SYSTRA SIGNENT UN PROTOCOLE D'ACCORD AVEC LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS.

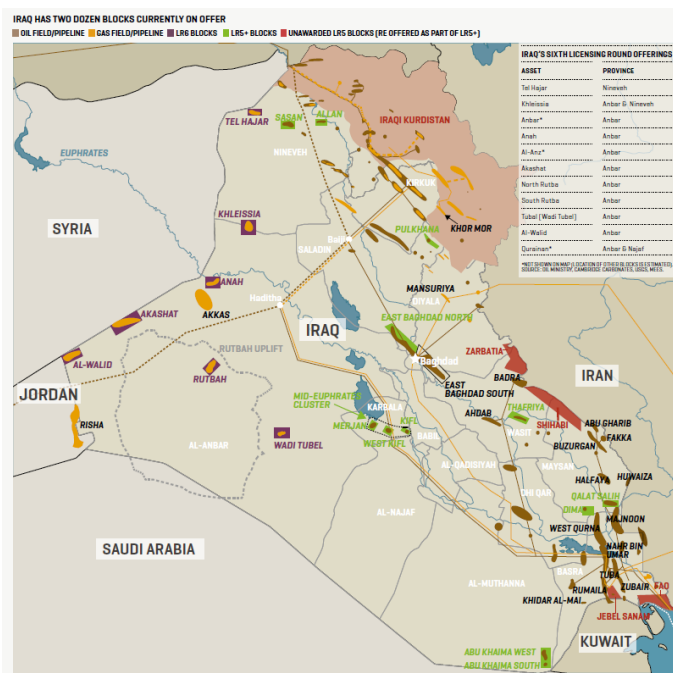
Le ministère égyptien des Transports a signé le 19 juin avec un consortium composé des français Egis et Systra et du groupe égyptien Shaker Consultancy un protocole d'accord afin d'établir une société de conseil pour les projets de transport. La nouvelle société a pour objectif d'échanger des compétences dans le secteur des transports et de former des ingénieurs et des techniciens égyptiens afin de localiser l'expertise technique et d'ingénierie en Égypte. Il s'agira notamment de proposer la réalisation d'études de faisabilité, un soutien technique ou la fourniture d'une assistance financière et juridique.

## IRAK

### 1. EXPLORATION GAZIÈRE.

Le ministère du pétrole, Hayan Abdel-Ghani, a annoncé le lancement du sixième cycle d'octroi de licences (LR6) pour l'exploration de 11 blocs gaziers à

l'ouest du pays (gouvernorats de Ninive, Anbar et Najaf). En raison de l'éloignement de ces blocs du réseau gazier existant et des préoccupations sécuritaires qui persistent dans ces zones, l'attractivité de ces blocs pour les sociétés pétrolières internationales reste à confirmer. Ces cycles, combinés aux divers projets de capture du gaz torché, ont vocation à permettre à l'Irak de réduire sa dépendance énergétique face à l'Iran. Pour mémoire, aujourd'hui plus d'un tiers de l'électricité irakienne est produite à partir de gaz iranien alors que l'Irak possède d'importantes réserves prouvées de gaz naturel (12<sup>ème</sup> rang mondial).



## IRAN

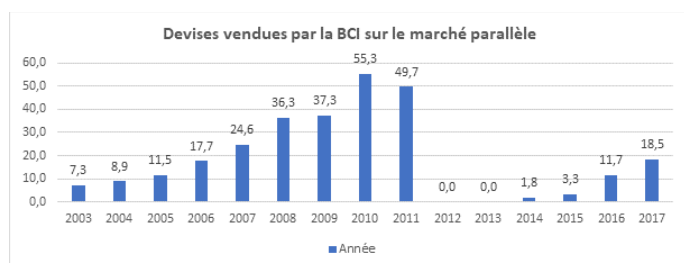
### 1. ÉLECTION D'UN NOUVEAU PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE DE COMMERCE.

Le dimanche 18 juin 2023, lors de la dixième élection de la Chambre de commerce d'Iran (ICCIMA), 265/426 hommes d'affaires du secteur privé ont élu M. Hossein Selahvarzi Président de l'ICCIMA pour les quatre prochaines années. Titulaire de deux doctorats, en gestion de l'Université des industries et des mines et en gestion financière de l'Université Azad, il était depuis 2017 le Vice-Président de l'ICCIMA. Il a auparavant occupé les fonctions de président du Centre suprême des employeurs (organisation patronale) et de l'Organisation

nationale de l'entrepreneuriat, et était le représentant du secteur privé auprès de l'Organisation internationale du travail, du Conseil suprême du travail et du Conseil suprême de la Bourse.

## 2. ÉTUDE SUR LES VARIATIONS DE CHANGE.

Une étude du Centre de recherche du Madjles a récemment évalué la pertinence relative des modèles de parité de pouvoir d'achat et monétaire pour expliquer les variations de la parité IRR/USD sur le marché parallèle au cours des soixante-trois dernières années. Sur la longue durée, on observe une corrélation positive significative entre les prédictions des deux modèles et les variations empiriques du taux de change. D'autres facteurs exclus de ces modèles pourraient mieux rendre compte des variations à court et moyen-terme, comme les sorties de capitaux, les exportations de pétrole, la conjoncture politique internationale, l'évolution de la base monétaire et des taux d'intérêt directs. Pour mémoire, la Banque Centrale avait été autorisée à intervenir officiellement sur le marché parallèle entre 2003 et 2017, vendant 284 Mds\$ de devises.



## 3. PROJET DU 7<sup>ÈME</sup> PLAN QUINQUENNAL.

Selon le Centre de recherche du Madjles, le projet du 7<sup>ème</sup> plan quinquennal, dont l'adoption aurait dû être entérinée il y a deux ans, présenterait un plan crédible de réforme de la structure du budget, de mise en œuvre de nouvelles relations financières entre la National Iranian Oil Company et l'État, de réforme de la base fiscale, de résorption des déficits des fonds de pension, et de meilleure gestion des ressources en eau. À l'inverse, aucune stratégie n'a été détaillée en matière de développement industriel, d'investissement, de création d'emploi et d'optimisation de la consommation de gaz, d'électricité et d'essence. Pour mémoire, durant le 6<sup>ème</sup> plan quinquennal, la croissance économique moyenne était de -0,5% (8% attendu, 8% projeté pour le 7<sup>ème</sup> plan), la croissance moyenne de l'emploi était de 0,8% (3,5% attendu, 3,4% projeté pour le

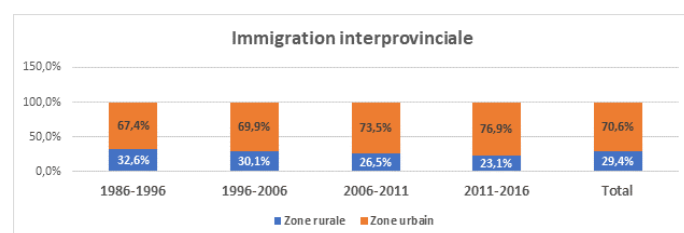
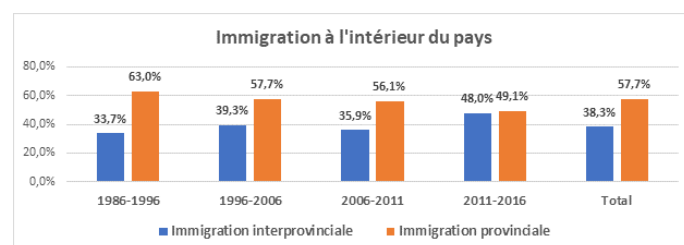
7<sup>ème</sup> plan), le taux d'inflation annuel moyen était de 26,6% (8,8% attendu, 9,5% projeté pour le 7<sup>ème</sup> plan), la hausse de la base monétaire moyenne était de 30% (17% attendu, 13,8% projeté pour le 7<sup>ème</sup> plan), et la croissance des exportations non pétrolières était de 4% (21,7% attendu, 23% projeté pour le 7<sup>ème</sup> plan).

## 4. NOMINATION D'UN NOUVEAU MINISTRE DE L'AGRICULTURE.

Après deux mois d'attente, M. Mohammad-Ali Nikbakht a obtenu la confiance du Madjles pour le poste de Ministre de l'Agriculture-Jahad. Diplômé en gestion, M doctorant en promotion et éducation à l'agriculture durable, M. Nikbakht était jusqu'alors Vice-Ministre chargé des Affaires économiques et de la Planification.

## 5. FLUX MIGRATOIRES INTER PROVINCES.

Selon le Centre de recherche du Madjles, au cours de la période 1986-2016, les migrations internes auraient atteint 1 M de personnes par an en moyenne, selon un schéma périphérie-centre. La proportion de flux migratoires entre provinces, près de deux fois inférieure à celle des flux migratoires au sein des provinces entre 1986 et 1996, serait presque équivalente à cette dernière entre 2011 et 2016 (cf. *infra*). Au cours de la période 1986-2016, alors que les provinces de Téhéran, d'Alborz et d'Ispahan auraient présenté un solde migratoire positif, celui de l'Azerbaïdjan oriental, de Kermanshah et du Khouzestan aurait été négatif. Durant la période 1986-2016, la proportion de la population ayant émigré aurait été inférieure à 3% en moyenne.



## ISRAËL

### 1. DIFFICULTÉS FINANCIÈRES DES MÉNAGES ARABES ISRAËLIENS.

Selon le Bureau central des statistiques israéliens plus de la moitié des ménages arabes sont exposés au risque de pauvreté. 53 % de ces ménages connaîtraient une situation économique précaire. Le risque de pauvreté parmi les ménages juifs serait nettement inférieur à seulement 18 %. Cette disparité économique se manifeste également dans d'autres domaines, notamment en matière d'emploi et de propriété immobilière.

### 2. SERVICE MILITAIRE RACCOURCI ET SOLDES EN HAUSSE.

Le ministère de la défense a annoncé vouloir raccourcir le service militaire obligatoire. En 2030, la durée du service militaire devrait être de 24 mois pour les hommes comme pour les femmes avec des prolongations possibles. Ces mesures permettront aux conscrits de rejoindre plus tôt le marché du travail. Parallèlement, les soldes des conscrits devraient être réévalués à compter de 2025.

### 3. LE PREMIER MINISTRE FAIT LA PROMOTION DE LA « LOI CARREFOUR ».

Le Premier Ministre Benjamin Netanyahu a annoncé, lors du comité intitulé « lutte contre le coût de la vie », sa volonté de poursuivre et de promouvoir la « loi carrefour ». Il poursuit ainsi la politique de l'ancien gouvernement en adoptant la reconnaissance automatique des normes et standards européens pour les produits importés notamment les denrées alimentaires et les cosmétiques. L'arrivée concomitante de Carrefour en Israël sert ainsi de symbole à cette politique. Une nouvelle loi abolissant ou restreignant le statut d'importateur exclusif devrait également être adoptée.

### 4. LA BEI ET BANK LEUMI RENFORCENT LEUR ENGAGEMENT CLIMATIQUE.

La Banque Européenne d'Investissement (BEI) et Bank Leumi ont signé un accord à Tel Aviv pour renforcer leurs engagements en matière de lutte contre le changement climatique, de durabilité environnementale et d'investissements bleus (maritimes) en Israël. Au début de l'année, la BEI a consenti à la Banque Leumi des prêts totalisant 500 M EUR pour des financements ciblés sur ces thèmes. Ce nouvel accord vise à renforcer cette

coopération et notamment à rapprocher leurs experts en financement « climatiques ».

## JORDANIE

### 1. MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION DU GAFI.

La Jordanie a réussi à mettre en œuvre l'ensemble des mesures prévues par le plan d'action du Groupe d'action financière (GAFI). Le pays s'était engagé à appliquer ce plan d'action en octobre 2021 afin de sortir de la liste grise du GAFI. L'échéance fixée pour la mise en place des mesures était prévue pour septembre 2023. La Jordanie est ainsi légèrement en avance sur le calendrier initial. Le GAFI a annoncé qu'il effectuerait une visite sur le terrain prochainement, qui pourrait constituer la dernière étape avant le retrait officiel de la Jordanie de la liste grise.

### 2. AIDE AMÉRICAINE EN 2024.

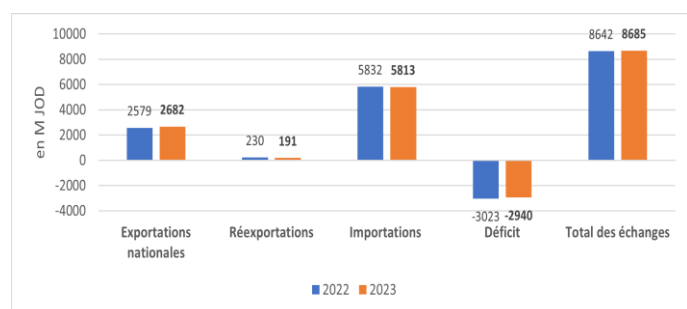
Selon un rapport du *Congressional Research Service* (CRS), l'administration américaine a demandé l'octroi d'une aide annuelle de 1,45 Md USD à la Jordanie pour l'année 2024, conformément au *Memorandum of Understanding* (MoU). La demande de l'administration américaine soumise à l'approbation du Congrès comprend 1,035 Md USD pour le Fonds de soutien économique (ESF), 400 M USD pour le financement militaire (FMF), 3,8 M USD pour l'éducation et la formation militaires (IMET), 2,5 M USD pour le contrôle des stupéfiants et l'application de la loi (INCLE), 5,9 M USD pour la non-prolifération, la lutte contre le terrorisme, le déminage et les programmes connexes (NADR) et 2 M USD pour les programmes de santé (GHP). Pour rappel, le MoU avec les États-Unis a été renouvelé récemment pour une durée de 7 ans et pour un montant total de 10,1 Mds USD soit 1,45 Md par an. Pour 2023, le Congrès américain a décidé d'octroyer 200 M USD supplémentaire à la Jordanie. L'aide des États-Unis à la Jordanie, en 2023, devrait donc s'élever à 1,65 Md USD dont 1,2 Md USD pour le Fonds de soutien économique (845 M USD en aide budgétaire directe) et 425 M USD pour l'aide militaire.

### 3. BAISSÉ DU DÉFICIT COMMERCIAL SUR LES QUATRE PREMIERS MOIS DE 2023.

Selon le DoS, le déficit commercial a diminué de -2,7% lors des quatre premiers mois de 2023 par rapport à la même période de 2022 pour atteindre



2,94 Mds JOD (4,15 Mds USD). Les importations enregistrent une baisse de -0,3 % et atteignent 5,81 Mds JOD (8,2 Mds USD) lors du premier tiers de 2023 dont 16,9 % de produits pétroliers (-7,9 % en g.a.). Quant aux exportations, elles ont augmenté de +2,3 % pour atteindre 2,87 Mds JOD (4,05 Mds USD) lors des quatre premiers mois de 2023 (dont 93,4 % d'exportations nationales).



## LIBAN

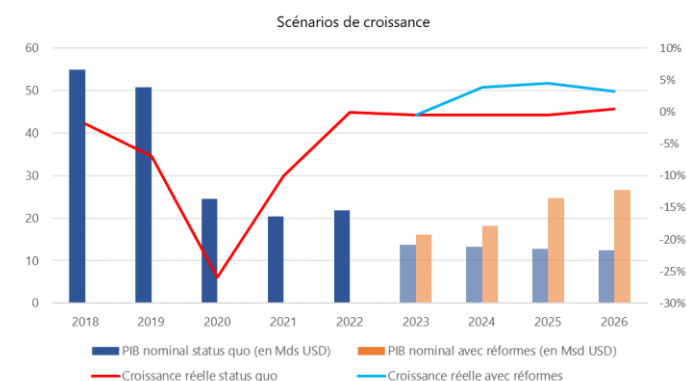
### 1. FMI - PUBLICATION DU RAPPORT ARTICLE IV POUR LE LIBAN.

Le FMI a publié le 29 juin l'article IV sur le Liban, qui fait état d'une conjoncture macroéconomique très dégradée qui fait peser des risques importants de moyen et de long-terme sur l'économie libanaise et sa croissance potentielle, et souligne une nouvelle fois l'urgence de l'adoption des réformes. Deux scénarios sont envisagés par le fonds :

Dans le cas d'un scénario de mise en œuvre des réformes au plus vite (i), la croissance pourrait redevenir positive et redémarrer en 2024, tandis que l'inflation pourrait être réduite substantiellement à horizon 2027. Le FMI suppose que les restructurations de la dette souveraine et du secteur bancaire pourraient être achevées au premier semestre 2024. Ce scénario est toutefois peu probable tant qu'un président n'est pas élu et repose sur un cadrage macroéconomique très incertain.

À l'inverse, le FMI souligne que l'absence prolongée de volontarisme (ii) conduira à une dollarisation complète de l'économie. Le taux de change continuera de se dégrader, alimentant l'inflation. L'informalité et les activités illicites augmenteront, compliquant la collecte des recettes fiscales. Les réserves de la Banque du Liban continueront de diminuer, accentuant les pressions sur le système financier. L'émigration des compétences et des talents hors du pays s'intensifiera. Les investissements

se concentreront sur l'immobilier et le maintien des établissements existants. Les banques resteront dans un état de paralysie et auront une capacité de prêt très limitée.



## SYRIE

### 1. NOUVEL ACCORD COMMERCIAL EN LE GOUVERNEMENT SYRIEN ET L'ADMINISTRATION AUTONOME DU NORD ET DE L'EST DE LA SYRIE.

Le gouvernement syrien et l'Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie (AANES – zone kurde) ont conclu le 21 juin des accords commerciaux pour le transport de biens nécessaires au nord-est de la Syrie et l'importation de blé dans les zones contrôlées par le régime. Ces accords devraient permettre la circulation de produits tels que des conserves alimentaires, produits laitiers ou détergents vers le nord-est de la Syrie, qui fait face à des difficultés d'importation en raison de la fermeture intermittente des points de passage avec la région du Kurdistan irakien. Tous les points de passage avec la Turquie sont également fermés. De leur côté, les autorités syriennes ont besoin d'importer du blé, dont la majeure partie est récoltée dans le nord-est du pays. Dans cette optique, des points de passage seront ouverts pour l'importation de blé produit localement.



BRÈVES ÉCONOMIQUES

DU PROCHE-ORIENT

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES.  
POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTEUR : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION  
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

CRÉDITS PHOTO : ©SER BEYROUTH

